

**LA MOBILISATION D'ALTER-EU POUR LA REGULATION DU LOBBYING :  
FECONDITE ET CONTRAINTES D'UN PLAIDOYER  
POUR UNE « AUTRE EUROPE »**

Laurence Jourdain  
(Maître de Conférences en Science Politique,  
CURAPP, Université Jules Verne de Picardie, Amiens)

*Résumé : Cette communication se propose d'analyser l'action que mène le Collectif ALTER-EU en faveur d'un encadrement du lobbying à l'échelle européenne et, plus généralement, en faveur d'une réforme des processus de décision de l'UE. Après un bref retour sur les apports de la littérature scientifique relative aux oppositions à l'Europe, elle s'efforce de cerner ce que peut signifier la posture « alter-européenne » revendiquée par le Collectif et d'examiner comment elle s'exprime concrètement. En testant successivement plusieurs approches et plusieurs hypothèses, elle montre qu'une action transnationale destinée à « changer l'Europe » est possible, tout en pointant les contraintes, les contradictions et les écueils inhérents à cette entreprise.*

Né d'un Appel lancé le 1<sup>er</sup> juin 2005, ALTER-EU (*Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation*) est un Collectif transnational et intersectoriel qui rassemble aujourd'hui plus de 200 organisations, syndicats et associations issus de la quasi-totalité des Etats membres de l'UE, voire de quelques Etats tiers<sup>1</sup>. Même s'il a progressivement élargi ses revendications<sup>2</sup>, il plaide avant tout pour un encadrement de l'action des lobbies à l'échelle européenne, parce que leur influence « *sape la démocratie* » et qu'elle a « *trop souvent pour effet [...] de bloquer les progrès urgents et nécessaires en matière de protection sociale, de protection de l'environnement ou de protection des consommateurs* »<sup>3</sup>. Or comme le constatait Didier Chabanet, la réglementation du lobbying représente un enjeu crucial, parce qu'il s'agit de définir « *en filigrane, les principes d'action et de légitimité que l'UE se donne* »<sup>4</sup>. De fait, ALTER-EU prétend au bout du compte

---

<sup>1</sup> Voir en annexe 2 la liste des signataires de l'Appel.

<sup>2</sup> Ses premières demandes portaient sur la mise en place d'un registre public et obligatoire pour les lobbies européens, le durcissement du code de conduite des Commissaires et des euro-fonctionnaires, ou la limitation des pratiques de « pantouflage » ; aujourd'hui, il réclame également un rééquilibrage de la composition des groupes d'experts de la Commission, une prévention stricte des conflits d'intérêts dans l'ensemble des institutions, organes ou agences de l'UE et, à terme, une refonte des processus de consultation et de décision de façon à mettre fin à l'emprise des intérêts industriels et financiers.

<sup>3</sup> Appel fondateur d'ALTER-EU (voir le texte intégral en annexe 1) ; on reprend ici la traduction proposée par les représentants français du Collectif (<http://www.adequations.org/spip.php?article585>).

<sup>4</sup> « Les enjeux de la codification des groupes d'intérêts au sein de l'UE », *Revue française de science politique*, vol. 59, n°5, octobre 2009, p. 997.

contribuer à transformer le système dans son ensemble : « *ALTER-EU wants to see a new political culture in Brussels and in EU decision making more generally* »<sup>5</sup>.

A travers la dénonciation du lobbying, le Collectif est ainsi amené à contester à la fois le mode de gouvernement européen et l'orientation des politiques publiques mises en œuvre... tout en se gardant d'afficher un rejet du principe d'intégration en lui-même : « *The name adopted by the coalition was carefully chosen to reflect the need for change. But it also reflected a shared belief in the European ideal and a collective determination to secure a more democratic and accountable EU* »<sup>6</sup>.

ALTER-EU revendique donc explicitement sa place parmi les mouvements qui militent pour une « autre Europe ». On peut toutefois s'interroger sur ce que signifie concrètement le militantisme alter-européiste. La notion d'« alter-européisme » possède-t-elle de réelles vertus heuristiques, ou s'agit-il d'un label commode, destiné à englober une multitude de postures que d'autres étiquetteraient comme « pro-européennes » ou comme « anti-européennes » ? Les engagements « souverainistes » et « alter-européens » peuvent-ils du reste être mis en parallèle pour nous aider à penser les « oppositions à l'Europe » ? Le cas échéant, dans quelle mesure et de quelle façon une mobilisation spécifique sous la bannière « alter » peut-elle contribuer à changer les choses au sein de l'UE ?

Cette communication, qui se fonde sur les premiers résultats d'une enquête qualitative, entend montrer qu'une action transnationale destinée à dénoncer les travers de l'intégration européenne pour mieux en défendre le principe est possible, tout en pointant les contraintes, les contradictions et les écueils inhérents à ce type d'entreprise...

### ***La notion d' « engagement alter-européen » a-t-elle un sens ?***

S'il s'est répandu depuis une dizaine d'années dans le langage militant et médiatique comme une déclinaison régionale de l'altermondialisme, le label « alter-européen » n'en reste pas moins équivoque : brandi comme un étendard par tout un ensemble d'acteurs politiques et sociaux refusant d'assumer le qualificatif d'« anti-européens », il peut représenter une forme de déni, ou donner lieu à un usage purement rhétorique. L'alter-européisme tend surtout à se dissoudre à mesure qu'il se banalise et qu'il envahit le registre discursif d'un nombre croissant de familles partisanes : au sein du champ politique français notamment, les plaidoyers pour une « autre Europe » semblent désormais constituer des stratégies incontournables dans la concurrence pour la conquête du pouvoir<sup>7</sup>.

Or la littérature scientifique (pourtant foisonnante) consacrée aux oppositions à l'Europe ne nous aide guère à cerner les contours du phénomène qu'on se propose d'étudier...

---

<sup>5</sup> Introduction du Comité de Pilotage à l'ouvrage collectif publié par ALTER-EU, *Bursting the Brussels Bubble – the battle to expose corporate lobbying at the heart of the EU*, Bruxelles, 2010, p. 15, <http://www.alter-eu.org/sites/default/files/documents/bursting-the-brussels-bubble.pdf>.

<sup>6</sup> W. Dinan (membre fondateur de l'association Spinwatch et membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU), « The battle for lobbying transparency », *Bursting the Brussels Bubble*, *idem*, p. 140.

<sup>7</sup> La campagne présidentielle de 2012 montre bien l'usage qui peut être fait de la thématique européenne et du projet de « réformer » l'UE. La surenchère alter-européiste est tout aussi flagrante dans le cas des élections européennes de 2009, puisque la liste socialiste appelait à « *changer l'Europe, maintenant !* », tandis que les candidats de la majorité présidentielle campaient sur une position analogue (« *l'Europe doit changer. Une autre Europe est possible* ») et que le Front de Gauche cherchait à marquer sa différence en parlant hardiment de changer « *D'Europe* »...

Pour les membres de l'*Opposing Europe Research Network* (OERN)<sup>8</sup>, qui sont à l'origine des premières tentatives de conceptualisation de l'euro-scepticisme, et dont les publications occupent toujours une position dominante dans le champ scientifique international<sup>9</sup>, la notion d'alter-européisme n'a pas de réelle signification : sont en effet incorporées dans la catégorie « euro-sceptique » toutes les formes d'opposition, conditionnelles ou absolues, à l'idée d'intégration européenne ou à l'UE telle qu'elle est<sup>10</sup>. Ceux qui plaident pour une « autre Europe » peuvent éventuellement être qualifiés d'euro-sceptiques « doux » s'ils se contentent d'exprimer un désaccord avec certaines modalités pratiques de l'intégration<sup>11</sup> ; mais les remises en cause d'une « Europe libérale » seraient plutôt interprétées comme les manifestations déguisées d'un euro-scepticisme « dur » à partir du moment où elles supposent une refonte de l'Union à des conditions impossibles à atteindre ou incompatibles avec sa trajectoire, un rejet de politiques « centrales » (union monétaire, marché unique, etc), ou a fortiori un rejet des traités eux-mêmes<sup>12</sup>... On soulignera cependant qu'en faisant de l' « euro-scepticisme » une catégorie extrêmement englobante, les travaux de l'OERN / EPERN ont occulté le caractère évolutif et multiforme du projet européen, quitte à suggérer que la seule alternative serait de l'accepter ou de le refuser en bloc ; en choisissant d'en faire une variable dépendante, exigeant une explication, ils ont contribué à le construire comme un « problème ». On peut également questionner la méthodologie retenue pour mesurer les attitudes euro-sceptiques : focalisés sur le cas des partis

---

<sup>8</sup> Créé en 2000 sous l'impulsion de l'Université de Sussex, l'OERN a été rebaptisé EPERN (*European Parties Elections and Referendums Network*) en 2003 ; il rassemble aujourd'hui une centaine de chercheurs issus de tous les Etats membres de l'UE, sous la direction des professeurs P. Taggart et A. Szczerbiak (on peut trouver la liste de ses membres, le texte de ses « *working papers* » ou le compte-rendu de ses séminaires sur le site <http://www.sussex.ac.uk/sei/research/europeanpartieselectionsreferendumsnetwork>).

<sup>9</sup> Même si leurs grilles d'analyse ont soulevé de nombreuses controverses, les membres du réseau estiment eux-mêmes incarner une des principales écoles de pensée en matière d'« euro-scepticisme partisan », face à l'Université de Caroline du Nord qui s'est dotée à la fin des années 90 de son propre réseau (C. Mudde, « Sussex v. North Carolina : The Comparative Study of Party-Based Euro-scepticism », SEI Working Paper N° 121, EPERN Working Paper N°23, août 2011 – parmi les publications les plus significatives de l'Université de Caroline du Nord, voir G. Marks, C. Wilson and L. Ray, « National Political Parties and European Integration », *American Journal of Political Science*, vol. 46, n°3, 2002, p. 585-594).

<sup>10</sup> « *Euro-scepticism expresses the idea of contingent or qualified opposition, as well as incorporating outright and unqualified opposition to the process of European integration* » (P. Taggart, « A Touchstone of Dissent : Euro-scepticism in Contemporary Western European Party Systems », *European Journal of Political Research*, vol. 33, 1998, p. 366). Cette définition est reprise dans la quasi-totalité des publications dirigées par l'OERN / EPERN (voir entre autres P. Taggart et A. Szczerbiak, « Introduction », in P. Taggart et A. Szczerbiak, dir., *Opposing Europe : the comparative party politics of Euro-scepticism*, Oxford University Press, 2008 , vol. 1, p. 7).

<sup>11</sup> Voir notamment P. Taggart et A. Szczerbiak, « Opposing Europe: Party Systems and Opposition to the Union, the Euro and Europeanisation », SEI Working Paper n°36, OERN Working Paper n°1, 2000.

<sup>12</sup> P. Taggart et A. Szczerbiak ont d'ailleurs ajouté qu'on pouvait repérer les « euro-sceptiques durs » au fait qu'ils associaient à l'UE à un ennemi précédemment identifié, ce qui semble bien être le cas en l'occurrence (« *For hard Euro-sceptics, the EU may be opposed because it embodies some previously identified 'enemy' – e.g. capitalism for communists, socialism for the right, bureaucracy for populists, supranationalism for nationalists or, neo-liberalism for socialists* », *Opposing Europe*, op. cit, 2008, vol.1, p.7). Les appels de certains partis, et notamment des Verts, à démocratiser l'UE, sont toutefois examinés au cas par cas : « *If they are calling, for example, for Treaty revisions to repatriate powers to national governments then this is clearly against the EU's current/future trajectory in terms of deepening integration and therefore indicative of a Euro-sceptic stance. If, on the other hand, democratisation is synonymous with strengthening supranational institutions such as the European Parliament (as is often the case with 'New Politics' left critics of the EU), then this cannot be interpreted as (...) Euro-sceptic.* » (P. Taggart et A. Szczerbiak, « Theorising Party-Based Euro-scepticism : Problems of Definition, Measurement and Causality », SEI Working Paper n°69, EPERN Working Paper n°12, 2003, p. 16).

politiques, les fondateurs de l'OERN / EPERN ont choisi de s'en tenir à l'analyse de leur discours officiel, de leurs programmes, voire des votes de leurs élus sur des enjeux jugés « importants »<sup>13</sup>. Bien qu'elle ait permis d'établir de larges comparaisons transnationales, cette approche ne permet pas de saisir la diversité des positionnements qui peuvent exister à l'intérieur d'une même organisation, ni la façon dont ils se forment et se transforment.

Les recherches menées dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux pourraient nous aider à combler cette lacune, dans la mesure où elles se déplacent vers d'autres types d'acteurs et où elles proposent des grilles d'observation plus fines<sup>14</sup>. Mais la majorité d'entre elles aborde la question des oppositions à l'Europe de manière assez « oblique »<sup>15</sup>, puisque leur propos est avant tout d'analyser les conditions d'émergence de la cause alter-européenne pour en relativiser l'unité et la nouveauté, mettre en évidence l'importance de ses ancrages nationaux, ainsi que pour expliquer comment les dimensions internationale et européenne ont pu être transformées en ressources militantes. La majorité des travaux semble du reste valider à titre provisoire l'étiquette « alter-européenne », en se retranchant derrière la subjectivité des acteurs pour éviter d'avoir à définir arbitrairement un terme polysémique<sup>16</sup>.

Actuellement dominantes dans les publications francophones<sup>17</sup>, les analyses centrées sur la notion de « résistances à l'Europe » ont l'avantage d'essayer de rétablir un lien entre ces

---

<sup>13</sup> “In trying to examine party positions across ten states, we need to adopt a method that produces results that are valid, reliable and comparable. (...) We need to be aware that parties are not the aggregation of their members/supporters in that party elites may take positions at variance with their supporters. And we need to be aware that this tendency is heightened when the issue may be a 'second-order' issue as Europe often is. (...) Trying to do large-scale comparisons (wider rather than deeper) simply rules out using [other] techniques as they are unfeasible across ten states.” (P. Taggart et A. Szczerbiak, “Parties, Positions and Europe: Euroscepticism in the EU Candidate States of Central and Eastern Europe”, SEI Working Paper n°46, OERN Working Paper n°2, 2001, p. 14-15). “The advice we offered on measuring the dependent variable came out of discussion with contributors. We suggested that the focus be on official party positions where these exist rather than with the positions of party voters, activists or MPs (...). In measuring how Eurosceptical a party is, we therefore suggested focusing on party's public statements, the parliamentary voting on key European issues (treaties), and published party programmes / manifestos” (P. Taggart et A. Scerbiak, dir., *Opposing Europe*, 2008, op. cit., vol. 1, p. 9).

<sup>14</sup> C'est le cas notamment de celles qui se sont intéressées au rapport à l'Europe des acteurs syndicaux ou, plus récemment, aux mouvements altermondialistes et à quelques-unes de leurs organisations emblématiques (ATTAC, Confédération paysanne, etc). Fondées sur un travail d'archive, sur des observations in situ ou sur le recueil de données sociographiques, ces recherches se révèlent très précieuses, même si l'on ne peut qu'être frappé par la déconnexion qui existe entre leurs problématiques, leurs méthodes ou leurs conclusions, et celles des spécialistes de « l'euroscepticisme » (voir entre beaucoup d'autres E. Agrikolianski, O. Filleule et I. Sommier, dir., *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe : une perspective comparée*, Karthala, 2008, ou D. Della Porta, dir. *Another Europe : conceptions and practices of democracy in the European social forums*, Routledge, 2009).

<sup>15</sup> ... pour reprendre le qualificatif avancé par A. Crespy et M. Petithomme (« Introduction », in A. Crespy et M. Petithomme, dir., *L'Europe sous tensions – Appropriation et contestation de l'intégration européenne*, L'Harmattan, 2009, p. 25-26).

<sup>16</sup> Comme le notaient par exemple N. Mayer et J. Siméant, « les idées sont de bien pauvres outils pour classer les acteurs dès lors que tous ces derniers affirment peu ou prou qu'un autre monde est possible » ; les deux auteures invitaient donc, « plutôt que de se fonder sur une définition a priori », à partir « de la représentation qu'en ont les responsables des organisations étudiées » afin de se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire sur leurs trajectoires et sur leurs pratiques (« L'espace de l'altermondialisme », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°3, juin 2004, p. 373-375).

<sup>17</sup> On peut notamment se référer aux publications issues de l'ARC « Résistances à l'Europe » conduite par le CEVIPOL de l'Université Libre de Bruxelles entre 2006 et 2010 ([http://dev.ulb.ac.be/cevipol/fr/dossiers\\_arc-resistances-a-l-europe.html](http://dev.ulb.ac.be/cevipol/fr/dossiers_arc-resistances-a-l-europe.html)). En France, les publications se sont multipliées à partir de la table ronde consacrée

différentes approches, puisqu'elles se proposent d'appréhender l'ensemble des acteurs politiques ou sociaux qui participent à ces résistances, quelles que soient leurs motivations, leurs modalités d'expression ou leurs perceptions de l'intégration, afin de « *replacer le débat sur l'eurosepticisme dans la problématique plus large de la conflictualité au sein des systèmes politiques en mutation* »<sup>18</sup>. Bien qu'incarnant une tentative très intéressante de reconstruction de l'objet, la notion de résistances à l'Europe doit toutefois elle aussi être maniée avec précaution, dans la mesure où la « neutralité » revendiquée par ses partisans repose en réalité sur la neutralisation mutuelle de références aux connotations lourdes. La résistance peut effectivement évoquer un combat légitime contre l'oppression ou contre une occupation étrangère, ou bien renvoyer au contraire, dans une perspective managériale, à une rigidité, à une inertie face au mouvement (ce qui est au demeurant son sens premier en sciences physiques). Mais ces deux dimensions relèvent de registres cognitifs trop éloignés pour pouvoir être perçues simultanément (ce qui confère à leur assemblage le caractère d'un « canard-lapin ») et chacune d'entre elles suggère une image extrêmement négative (soit de l'Europe, soit de ses opposants). En tout cas, la notion de « résistances à l'Europe » ne nous permet pas de comprendre entièrement ce que pourrait être un engagement alter-européen : définie comme une « *hostilité individuelle ou collective, latente ou manifeste, envers un (ou plusieurs) aspect(s) de l'intégration européenne perçu(s) comme une menace* »<sup>19</sup>, elle s'attache à ce qui relève des affects, à ce qui réagit, à ce qui fait barrage, plus qu'aux capacités d'initiative ou de proposition des acteurs concernés.

Dans ces conditions, il semble difficile de saisir comment un mouvement comme ALTER-EU s'inscrit réellement par rapport aux clivages suscités par l'intégration européenne... Pourtant, en multipliant les angles d'approche et en explorant successivement plusieurs pistes, on peut formuler quelques hypothèses.

### ***La posture d'ALTER-EU vis-à-vis de l'intégration européenne : quelques hypothèses provisoires***

A première vue, dans la mesure où il se donne pour but de dénoncer des pratiques qui lui semblent opaques, injustes, immorales, voire illicites, ALTER-EU peut être considéré comme participant à un phénomène plus vaste de contestation et de dé-légitimation de la construction européenne. L'ouvrage édité peu avant le lancement du Collectif par ses principaux initiateurs, c'est-à-dire par les représentants du CEO (*Corporate Europe Observatory*)<sup>20</sup>, assumait d'ailleurs une critique assez radicale : « *les optimistes pensent que l'Europe pourrait être transformée et utilisée comme instrument de contrôle démocratique et*

---

aux « résistances à l'intégration européenne » par le Congrès de l'Association Française de Science Politique de septembre 2007, sous la direction d'O. Costa, P. Magnette, A. Roger et S. Saurugger (<http://www.congres-afsp.fr>).

<sup>18</sup> A. Crespy et N. Verschuere, « De l'eurosepticisme aux résistances: contribution au débat sur la théorisation des conflits sur l'intégration européenne », *Cahiers du CEVIPOL*, n°5, mai 2008, p. 20.

<sup>19</sup> A. Crespy et N. Verschuere, *idem*, p. 20.

<sup>20</sup> Le CEO est une association de droit néerlandais, fondée en 1997 par quelques amis qui militaient alors dans une ONG écologiste, A-SEED (*Action for Solidarity, Environment, Equality and Diversity*). Aujourd'hui composé de 15 salariés, le CEO se présente lui-même comme un « *groupe de militants-chercheurs travaillant à révéler et à contrecarrer l'accès privilégié et l'influence des grandes entreprises et de leurs lobbies dans la fabrication des politiques de l'UE* », même si une partie de l'équipe se consacre plus spécifiquement à d'autres thèmes (biodiversité, climat, etc).

de réglementation des forces du marché (...). Ce que nous démontrons dans ce livre n'étaye pas un tel point de vue. Notre expérience de ces dernières années nous a appris qu'il vaut mieux compter sur les gouvernements nationaux pour introduire des réglementations progressistes »<sup>21</sup>. Cela dit, l'introduction de l'ouvrage collectif publié par ALTER-EU cinq ans après sa mise en place prend soin de récuser toute forme de « souverainisme » : « *Many sceptics bemoan the loss of national sovereignty that accompanies the transfer of powers and competencies to the EU. Such a stance is both nationalistic and insular* »<sup>22</sup>.

Cette nouvelle posture pourrait s'expliquer par les circonstances qui ont marqué la naissance du Collectif : ALTER-EU a en effet bénéficié d'une structure des opportunités politiques exceptionnellement ouverte et d'un appui ostensible de la part de la Commission, qui cherchait en l'occurrence à restaurer sa légitimité. En mars 2005, alors que les dernières élections européennes s'étaient traduites par une hausse de l'abstention et que le processus de ratification du « traité constitutionnel » s'annonçait moins facile que prévu, le Commissaire Siim Kallas (chargé à l'époque des affaires administratives, de l'audit et de la lutte anti-fraude) avait en effet annoncé le lancement d'une « Initiative européenne pour la transparence »<sup>23</sup> ; cette Initiative a donné lieu en mai 2006 à la publication d'un Livre Vert<sup>24</sup> qui ouvrait une période de consultation avec « l'ensemble des parties intéressées », notamment sur la nécessité d'établir « un cadre plus structuré régissant les activités des groupes d'intérêt »<sup>25</sup>. L'Appel fondateur d'ALTER-EU s'inscrit clairement dans ce contexte : ses signataires ont justifié leur démarche par une volonté de participer à l'Initiative pour éviter qu'elle ne se solde par un échec, donc par un souci d'aider les institutions européennes à regagner la confiance des citoyens. Invité à la cérémonie d'inauguration du Collectif, le Commissaire Kallas est réciproquement venu y exprimer tout son soutien. On pourrait dès lors supposer que la position des fondateurs d'ALTER-EU a évolué dans le temps, que leur « euroscepticisme » initial s'est adouci à partir du moment où les institutions européennes ont accepté de les reconnaître comme des interlocuteurs...

Mais il faut surtout insister sur le fait qu'ALTER-EU n'est pas un monolithe. Il est vrai que la majorité des signataires sont des associations spécialisées dans la défense de l'environnement ou des droits de l'homme, la solidarité internationale ou la protection des consommateurs, partageant a priori les caractéristiques de ce qu'on a pu appeler les « nouveaux mouvements sociaux ». Le Collectif n'en rassemble pas moins des organisations

---

<sup>21</sup> Corporate Europe Observatory, *Europe Inc. – liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires européens*, Agone, 2000, p. 255. Les fondateurs du CEO avaient au demeurant milité contre les traités de Maastricht ou d'Amsterdam, et certains ont été actifs dans la campagne pour le « non » au traité constitutionnel.

<sup>22</sup> Introduction du Comité de Pilotage, *Bursting the Brussels Bubble*, 2010, *op. cit.*, p. 16.

<sup>23</sup> « The need for a European Transparency Initiative », discours devant la fondation européenne pour le management, Nottingham Business School, 3 mars 2005, Speech/05/130).

<sup>24</sup> *Livre vert sur l'Initiative européenne en matière de transparence*, 3 mai 2006, COM(2006)194 final.

<sup>25</sup> On peut rappeler que les controverses suscitées par le traité de Maastricht, puis la crise de la Commission Santer avaient amené les institutions de l'UE à inscrire la question du lobbying sur leur agenda dès les années 90. En 1996, le Parlement avait d'ailleurs déjà opté pour un système d'accréditation obligatoire (bien qu'assez peu contraignant en pratique). La Commission quant à elle a toujours refusé d'imposer des règles contraignantes à des groupes qu'elle présumait capables de s'autoréguler, mais elle avait malgré tout publié à partir de 1992 un nombre croissant de communications censées montrer qu'elle n'était pas indifférente à la question. Le Livre vert de 2006 représente une assez bonne synthèse de sa position : « *le lobbying est une activité légitime dans le cadre d'un système démocratique. (...) Les institutions européennes ne doivent pas toutefois subir d'influences indues du fait d'activités de lobbying inadéquates. Lorsque des groupes de pression cherchent à contribuer à l'élaboration des politiques dans l'Union européenne, les citoyens de l'UE doivent (en) être clairement informés.* » (*op. cit.*, p. 5).

très diverses par leur taille, leur histoire ou leur ancrage national, et il est loin de refléter le fruit d'une convergence « transnationale » spontanée<sup>26</sup>. En examinant sa genèse et son fonctionnement à partir de témoignages croisés, on peut en tout cas découvrir que l'initiative est venue de quelques personnes, qui assument toujours la majeure partie des activités quotidiennes...

Avant même que Siim Kallas n'annonce son Initiative, le CEO s'était associé à *Greenpeace*, à FoEE (*Friends of Earth Europe*), à la Fédération européenne des Journalistes et à deux organisations qui avaient ciblé leur action sur le lobbying à l'échelle de leurs pays respectifs (l'association allemande *Lobbycontrol* et l'association britannique *Spinwatch*) pour interpeler la Commission, pour élaborer l'Appel qui allait donner naissance à ALTER-EU, puis pour trouver des relais nationaux susceptibles d'être intéressés par leur problématique. Or le Collectif fonctionne toujours sur la base d'une division du travail assez nette : les signataires communiquent régulièrement par voie électronique (par le biais d'une « *mailing list* »), mais le rôle de la plupart d'entre eux consiste essentiellement à relayer l'information au sein de leurs réseaux respectifs, voire à mener leur propre action à l'échelon national<sup>27</sup> ; ils sont conviés à une Assemblée générale annuelle à Bruxelles, mais tous ne font pas le déplacement... On retrouve ici l'effet de sélection qui marque généralement les actions entreprises à l'échelle européenne ou internationale, et les membres du Collectif insistent eux-mêmes sur la difficulté de mobiliser les ressources nécessaires :

*« Nous on participe surtout en tant qu'observateurs... Parce que tout est en anglais... Et puis on n'avait pas les moyens financiers. Ici au niveau français personne n'a la capacité d'avoir ne serait-ce qu'une personne dédiée à la recherche et à la veille sur le lobbying. »*<sup>28</sup>

*« Je suis la liste de discussion, quand je peux je traduis leurs communiqués, je répercute ce qui se passe, une fois par an je vais à Bruxelles... Je ne peux pas faire beaucoup plus. C'est très irrégulier, c'est pas très rémunérateur, on fait ça quand on a le temps. »*<sup>29</sup>

*« A ATTAC on n'est pas les mieux placés point de vue mobilisation, on a encore du mal à trouver des gens qui dégagent du temps pour s'occuper de ces questions de lobbying. C'est une erreur, d'ailleurs, parce que c'est important (...) Je suis un des rares qui s'occupent de ça, je participe à des ateliers, etc (...). On est une petite organisation, on manque de moyens (...). C'est compliqué tout ça... On est peut-être un village global, mais chacun vit dans sa maison. »*<sup>30</sup>

C'est donc le Comité de Pilotage qui est chargé d'assurer la coordination, de définir la stratégie du Collectif et de prendre la parole en son nom (en signant collectivement ses communiqués de presse) ; élu de façon assez informelle par l'Assemblée générale, ce Comité se compose 8 membres, parmi lesquels ont toujours figuré les représentants des organisations « fondatrices »<sup>31</sup>, et qui entretiennent des contacts réguliers en organisant des conférences

---

<sup>26</sup> On rejoint ici en partie les conclusions des chercheurs du Groupe d'études et de recherches sur les mutations du militantisme (voir entre autres E. Agrikoliansky, O. Fillieule et I. Sommier, dir., *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe*, 2008, *op. cit.*).

<sup>27</sup> Les fondateurs d'ALTER-EU ont par exemple suggéré à leurs partenaires français de rédiger un appel destiné à l'opinion et aux institutions nationales, quitte à l'adapter à leurs préoccupations domestiques, ce qui a abouti au lancement en 2008 du réseau ETAL (« Encadrement et Transparence des Activités de Lobbying »).

<sup>28</sup> Entretien, représentant d'une association française signataire de l'Appel d'ALTER-EU, Paris, août 2011.

<sup>29</sup> Entretien, représentant d'une association française signataire de l'Appel d'ALTER-EU, Paris, septembre 2011.

<sup>30</sup> Entretien, représentant d'une association française signataire de l'Appel d'ALTER-EU, Paris, avril 2012.

<sup>31</sup> Depuis la dernière Assemblée générale des 13 et 14 octobre 2011, le Comité de Pilotage réunit des représentants du CEO, de *Friends of Earth Europe*, *Greenpeace Europe*, *Spinwatch*, *LobbyControl* et de la Fédération européenne des Journalistes, ainsi que de deux ONG basées respectivement à Madrid et à Amsterdam (*Access Info Europe* et *Health Action International Europe*). Par le passé, des responsables des associations françaises Adéquations et AITEC en ont également fait partie.

téléphoniques (tous les mois) ou des réunions à Bruxelles (deux fois par an). Au quotidien, ALTER-EU dispose surtout d'une petite équipe permanente, avec un coordinateur à plein temps et 6 à 7 salariés qui sont mis à sa disposition par le CEO et *Friends of Earth Europe*<sup>32</sup>.

En somme, le Collectif repose essentiellement sur une quinzaine de personnes. Or ces personnes partagent certaines propriétés sociales : elles se différencient par leur origine nationale (bien que venant à quelques exceptions près de l'Ouest et surtout du Nord de l'Europe), mais elles sont globalement jeunes, plurilingues et titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (en Science Politique pour plus de la moitié d'entre elles) ; elles bénéficient presque toutes d'une expérience de l'international (pour avoir étudié ou travaillé à l'étranger) et du militantisme (dans des mouvements étudiants, écologistes, antiracistes, antimilitaristes, voire dans des formations politiques alternatives ou d'extrême-gauche). La plupart partage aussi un certain style de vie, puisque la moitié des organisations membres du Comité de Pilotage a ses locaux à Bruxelles, à proximité du « quartier européen » ; le CEO et *Friends of Earth Europe* se sont d'ailleurs installés dans un même bâtiment éco-rénové, le « Mundo-B », qui offre aux associations partageant une même « éthique » des bureaux, mais aussi une médiathèque, un service traiteur « bio », un « jardin didactique » et des soirées festives...

On pourrait donc avancer l'hypothèse d'une acculturation, d'une socialisation et, pourquoi pas, d'une « conversion » à l'Europe, des membres d'ALTER-EU les plus actifs. Cette hypothèse n'est pas déraisonnable : en réussissant à valoriser des savoirs ou des savoir-faire acquis précédemment pour conjuguer leur combat au service d'une cause avec un projet professionnel, ils ont peut-être été progressivement conduits à s'insérer dans la « bulle bruxelloise » qu'ils entendaient faire éclater, ce qui expliquerait l'évolution de leur discours sur l'intégration... Cela dit, le postulat d'une « conversion » reste trop hâtif. Comme l'ont montré plusieurs travaux, la fréquentation des arènes européennes peut entraîner l'acquisition de nouvelles façons de penser, de parler et d'agir, sans pour autant susciter une adhésion au projet européen<sup>33</sup>. Or dans le cas d'ALTER-EU, en dépit des gratifications que peut leur apporter leur engagement, les membres du « noyau central » ne partagent pas nécessairement un habitus commun avec les agents des institutions européennes ou avec les lobbyistes<sup>34</sup> ; leurs relations avec la Commission semblent d'ailleurs s'être paradoxalement dégradées depuis 2005<sup>35</sup> et la lecture de certaines de leurs communications révèle un ton beaucoup moins modéré que celui de leur Appel fondateur ou de leur ouvrage collectif<sup>36</sup>. Les entretiens

---

<sup>32</sup> le CEO et FoEE contribuent d'ailleurs pour 60% aux charges financières du Collectif, le reste reposant sur des contributions des autres membres du Comité de Pilotage (déclaration d'ALTER-EU pour le Registre de Transparence, <http://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=2694372574-63> – dernière mise à jour 22/12/2011).

<sup>33</sup> Voir entre autres H. Michel et C. Robert, dir., *La fabrique des 'Européens' : processus de socialisation et construction européenne*, Presses universitaires de Strasbourg, 2010.

<sup>34</sup> Même si leurs propos restent à vérifier, ils ne semblent pas disposer d'un salaire susceptible de leur permettre de fréquenter des mêmes lieux, ils n'envoient pas non plus leurs enfants dans les mêmes écoles, etc.

<sup>35</sup> Voir *infra*...

<sup>36</sup> A titre d'exemple, Y. Vassalos, membre de l'équipe bruxelloise du CEO et chargé de la campagne d'ALTER-EU sur les groupes d'experts de la Commission, précisait dans un récent article : « *Ces propositions [avancées par ALTER-EU] garantiraient un minimum de distinction entre pouvoir public et intérêts privés. Elles ne sont pas suffisantes pour marquer le passage à une Europe réellement démocratique et sociale. Une critique plus globale de la construction actuelle de l'UE doit être portée par les mouvements sociaux [...]. Cela passe par le rejet catégorique du nouveau projet de traité [sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire] et la lutte pour des référendums partout en Europe.* » (« Face aux lobbies européens », *Le Chou – bulletin trimestriel du Centre d'Information et d'Education Populaire du M.O.C. de Bruxelles*, n°79, janvier-mars 2012, p. 6-9).

menés avec différents représentants d'ALTER-EU laissent en tout cas apparaître des discours très contrastés, sachant que les différences ne dépendent pas nécessairement de leur degré d'implication, ni de leur implantation (à Bruxelles ou dans les Etats membres). Bien sûr, si on les interroge directement sur leur position face à la construction européenne, tous les enquêtés formulent des réponses assez similaires, ou des déclinaisons autour du thème « *moi je suis pour l'Europe, mais...* », centrées sur une dénonciation de « *l'Europe libérale* ». En commençant par poser des questions très ouvertes, notamment sur leur travail au quotidien, afin de leur laisser la possibilité d'aborder d'eux-mêmes leur rapport à l'Europe, on observe par contre des variations assez significatives :

*« Finalement, notre position (...), c'est que les institutions européennes devraient avoir un budget plus important, qu'il faudrait renforcer le rôle du Parlement de Strasbourg, etc. »*<sup>37</sup>

*« Nous on pense que c'est très bien d'avoir une intégration européenne. Il y a quand même de bonnes choses dans l'Europe, surtout dans le domaine de l'environnement. On a quand même des standards européens bien au-delà du reste du monde. L'Europe, c'est aussi un outil pour avancer. »*<sup>38</sup>

*« Nous, on n'est pas fédéralistes, il n'y en a pas trop chez nous (...). On n'est pas pour un repli national, on est pour une coopération entre les peuples européens. Mais on pense que la situation actuelle ne mène pas à ça. (...) On a eu des discussions sur la réforme de la gouvernance économique : il faut l'arrêter, on est tous d'accord. »*<sup>39</sup>

On constate également des décalages entre les perceptions ou les jugements que les membres du Collectif portent les uns sur les autres (ces appréciations croisées étant elles-mêmes au moins aussi révélatrices que les auto-positionnements, surtout quand les mots utilisés pour qualifier – ou disqualifier – leurs partenaires sont lourdement connotés) :

*« ALTER-EU, c'est une association du Nord : au fond, ils sont libéraux. (...) Ils sont sociaux-libéraux. »*<sup>40</sup>

*« Il est vrai qu'il y a parfois des ONG eurosceptiques, qui ont une ligne politique pas terrible... assez populiste (...) Nous on refuse de relayer des discours réac' sur l'Europe ! »*<sup>41</sup>

*« On coopère pas mal avec des fédéralistes progressistes, on veut pas les écarter, mais on les prévient qu'un fédéralisme démocratique n'arrivera pas comme ça. »*<sup>42</sup>

Quitte à relativiser la portée de leurs premières affirmations, ou la signification du « nous » et du « eux » invoqués jusque-là, la quasi-totalité des personnes interrogées finit malgré tout par insister sur la nécessité stratégique, pour ALTER-EU, de ne pas afficher de position collective sur la construction européenne en elle-même :

*« En fait, sur l'Europe, ALTER-EU n'a pas de position officielle, surtout que [sa création], ça tombait au moment du débat sur le traité constitutionnel. Il y a une sorte de statu quo pour ne pas en débattre. Il faut éviter le piège d'avoir l'air hostile à la construction européenne, c'est très dangereux ! »*<sup>43</sup>

*« Quand on tire le signal d'alarme comme on le fait, il y a des risques. Il faut être prudents dans notre com', pour ne pas faire passer un message anti-européen. »*<sup>44</sup>

---

<sup>37</sup> Entretien, représentant d'une association française, ancien membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU, Paris, août 2011.

<sup>38</sup> Entretien, « campaigning » FoEE / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>39</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>40</sup> Entretien, représentant d'une association française signataire de l'Appel d'ALTER-EU, Paris, avril 2012.

<sup>41</sup> Entretien, représentant d'une association française, ancien membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU, Paris, octobre 2011.

<sup>42</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>43</sup> Entretien, représentant d'une association française, ancien membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU, Paris, août 2011.

« La construction européenne, c'est une question qui n'est pas débattue au sein d'ALTER-EU en tant que tel. On veut unir des tendances différentes, on veut pas diviser. »<sup>45</sup>

En tout cas, l'adversaire désigné n'est jamais l'UE en tant que telle, même si les jugements peuvent varier en fonction des institutions :

« Avec le Parlement, on peut discuter, certains députés sont même carrément nos alliés. On est naturellement plus proches des Verts, de la GUE, de la gauche en général (ils sont plus 'pro-transparence'). Mais on a aussi des contacts, de plus en plus, avec certains députés PPE qui prennent des positions fortes, je n'aurais pas imaginé (...). La Commission, elle nous a parfois ignorés. (...) Avec Kallas, on n'avait pas les mêmes positions mais il était ouvert. Le nouveau Commissaire Sefcovic n'a jamais accepté nos invitations, (...) il est toujours dans une posture de déni quand on pose une question... »<sup>46</sup>

« On n'est pas 100% contents du ton de la Commission, c'est souvent un ton d'enseignant, ils nous expliquent des choses qu'on connaît très bien, on a l'impression que c'est pour gagner du temps (...). Si vous voyiez la façon dont ils répondent parfois à mes lettres ! (...) Mais ils sont bien obligés de nous écouter quand même. La Commission a besoin de donner l'impression qu'elle écoute la société civile, donc elle ne ferme pas complètement la porte. »<sup>47</sup>

Les véritables « ennemis » restent les « intérêts industriels et financiers », les « multinationales » et leurs « lobbyistes professionnels » avec, en première ligne, deux organisations qui constituent en quelque sorte les « lobbies des lobbies » : l'EPACA (*European Public Affairs Consultancies Association*) et la SEAP (*Society of European Affairs Professionals*). A partir de là, les membres du Collectif les plus critiques vis-à-vis de la construction européenne peuvent imputer les dérives constatées à la colonisation du processus de décision par les lobbies du monde des affaires, sans s'attaquer frontalement à l'« idée d'Europe » :

« Pour nous le problème principal, c'est que la grande majorité des lobbyistes ici représentent des multinationales. Donc les décideurs européens sont contrôlés par des gens qui ne sont pas représentatifs du public en général. (...) Cette doctrine néolibérale, qui dit que ce qui est bon pour les multinationales est bon pour l'Europe... ça on n'en veut pas, ça on veut le combattre. »<sup>48</sup>

Bien sûr, ce diagnostic peut être décliné de différentes façons : la construction européenne peut être perçue comme une victime ou comme une coupable, comme « dénaturée » par l'emprise des intérêts économiques ou comme vouée « par essence » à entrer une étroite communion avec eux. Les propos des représentants d'ALTER-EU peuvent être assez révélateurs à cet égard, si on leur demande par exemple « quand » les choses ont à leur avis « mal tourné » : la plupart mentionne l'Acte unique et le traité de Maastricht, mais quelques-uns répondent « depuis le départ » (un représentant d'ATTAC affirmait quant à lui : « pour moi c'est très clair, ça date du Plan Marshall »<sup>49</sup>)...

D'une certaine façon, l'« alter-européisme » revendiqué par ALTER-EU est un plus petit dénominateur commun entre des acteurs campant par ailleurs sur des postures assez diverses, mais qui se perçoivent comme dominés au sein de l'espace politique européen. Le Collectif a néanmoins réussi à agréger différentes demandes et à formuler des propositions limitées mais relativement cohérentes, donc à nourrir l'idée d'une alternative. Quitte à oublier les néologismes en vogue, on pourrait du reste qualifier plus simplement sa position de

---

<sup>44</sup> Entretien, « campaigning » FoEE / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>45</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>46</sup> Entretien, « campaigning » FoEE / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>47</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>48</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>49</sup> Entretien, Paris, avril 2012.

« réformiste » : tous ses membres ne sont sans doute pas convaincus que l'Europe soit « réformable », tous ne rejettent sans doute pas définitivement l'option d'une sortie de l'Union<sup>50</sup>, mais ALTER-EU a choisi d'inscrire son action dans le cadre des institutions en place, de privilégier la voie légale et la méthode des « petits pas », plutôt que de prôner d'emblée la stratégie de la « table rase ». En dépit de sa diversité et de ses ambiguïtés, le Collectif exprime la volonté de promouvoir une Europe différente, et surtout il s'y emploie activement.

Somme toute, si l'on considère comme « normale » l'expression d'une critique vis-à-vis d'un système politique en place, la question n'est peut-être d'étiqueter et d'expliquer l'attitude des acteurs qui la formulent, mais de voir ce qu'ils font concrètement pour essayer de changer les choses, et avec quelles conséquences...

### ***Dans quelle mesure l'action d'ALTER-EU peut-elle contribuer à « changer l'Europe » ?***

Bien qu'ALTER-EU ait réussi à fédérer un nombre croissant d'organisations autour d'une série d'objectifs précis, en contournant jusqu'à un certain point le double écueil d'être étiqueté comme « anti-européen » ou d'être instrumentalisé par une Commission en quête de légitimité, la nature de ses revendications et de ses ressources tend à limiter son répertoire d'action donc, peut-être, sa faculté de contribuer à transformer l'Europe.

Le Collectif peut certes mettre en avant son extension pan-européenne pour forcer l'attention des institutions de l'UE, voire pour organiser des campagnes de pétitions en ligne ; ses membres peuvent s'engager par ailleurs dans d'autres réseaux pour multiplier l'impact de leur action (plusieurs d'entre eux participent par exemple à la « Coalition européenne pour la responsabilité sociale et environnementale des entreprises », au « *Seattle to Brussels Network* », ou encore à la « *Joint Social Conference* »). Mais ALTER-EU en lui-même n'a pas la capacité de montrer physiquement sa force et son nombre en prenant l'initiative d'organiser des actions protestataires « classiques », des manifestations ou des grèves. Dans la mesure où les thèmes qu'il traite sont assez arides, il ne peut pas non plus se contenter de défendre la « vertu » en comptant sur la capacité d'indignation des citoyens, si ce n'est à l'occasion de quelques scandales médiatiques risquant de noyer son message dans la dénonciation d'une corruption qui ne représente selon lui que la « partie émergée de l'iceberg ».

L'équipe bruxelloise a certes trouvé des formules de substitution, par le recours à l'humour et à la dérision, en organisant un concours annuel du « pire lobbyiste » et du « pire conflit d'intérêt », en demandant aux internautes de voter pour départager les nominés, puis en mettant en scène une cérémonie de remise des prix par contumace ; le CEO a publié un pastiche de guide touristique intitulé « Lobby Planet » et il organise chaque mois des visites

---

<sup>50</sup> Rarement abordés frontalement, ces sujets ont suscité un débat assez nourri lors d'une récente Conférence organisée par le CEO et certains de ces partenaires : suite à une question directe venant du public, les participants ont admis qu'il fallait effectivement « mettre ça sur la table » ; la plupart d'entre eux a souligné que sortir de l'UE ou de l'euro n'était absolument « pas une option », surtout pour les plus petits pays, qu'aucun Etat ne pouvait de toute façon résister seul aux multinationales et aux marchés financiers, ou encore qu'il n'était pas mieux de se retrouver face à un gouvernement national conservateur que face à une Europe libérale, donc qu'une Union européenne plus démocratique n'était pas seulement possible mais indispensable ; quelques-uns ont toutefois émis des doutes sur la capacité de l'Union à se réformer... (« EU in crisis », Bruxelles, 5 et 6 mai 2012).

guidées du « quartier européen » pour montrer aux personnes intéressées (représentants d'ONG, parlementaires, journalistes, étudiants, etc) la proximité géographique entre les lobbies et les institutions de l'UE... Mais ces initiatives restent malgré tout assez ponctuelles.

Les principaux représentants d'ALTER-EU sont donc avant tout amenés à miser sur leur capacité d'expertise : afin d'être crédibles, ils ont besoin d'avancer des preuves, de développer une argumentation documentée, d'être reconnus comme spécialistes dans leur domaine<sup>51</sup>. De fait, les membres de l'équipe bruxelloise passent l'essentiel de leur temps à collecter des informations, puis à organiser des conférences et des séminaires, à rédiger des articles, des dossiers ou des rapports où ne manquent ni les références finales, ni les notes en bas de page ; certains mobilisent également leur connaissance du droit pour interpeler les décideurs, saisir le Médiateur européen et éventuellement tenter des recours devant la Cour de Justice... Même s'il n'est pas forcément facile d'assumer à la fois les rôles d'activiste et d'expert, de nombreux travaux ont montré que cette forme de « *militantisme de dossier* »<sup>52</sup> reflétait un phénomène plus général d'adaptation aux attentes des institutions européennes ou aux pratiques des autres groupes d'intérêts, et qu'elle avait déjà expérimentée depuis les années 80, entre autres, par les plus grosses ONG écologistes d'envergure internationale (dont plusieurs font justement partie des fondateurs d'ALTER-EU)<sup>53</sup>. Mais l'import-export des modèles ne s'arrête pas là, puisque les fondateurs du Collectif entretiennent aussi des contacts personnels avec les représentants à Bruxelles d'organisations américaines travaillant à titre principal ou accessoire sur le lobbying, comme *Public Citizen*, le *Center for Responsive Politics* ou encore *Food and Water Watch* (les responsables de ces organisations ont d'ailleurs été invités dès les premières réunions du Collectif pour expliquer le fonctionnement du système américain d'encadrement des lobbies, généralement décrit comme imparfait, mais comme très en avance sur celui de l'UE). Ces contacts ont très probablement exercé une influence sur la formulation de la première revendication d'ALTER-EU (à savoir la mise en place d'un Registre obligatoire), mais aussi sur son répertoire d'action.

Comme on l'a vu, les principaux représentants d'ALTER-EU passent aussi une grande partie de leur temps à solliciter des rendez-vous ou à échanger des courriers avec les Commissaires, les fonctionnaires européens ou les Eurodéputés. D'une certaine façon, on pourrait donc estimer qu'ils pratiquent eux aussi une forme de « lobbying », voire qu'ils représentent paradoxalement un « lobby anti-lobbies »... Les fondateurs et les salariés d'ALTER-EU implantés à Bruxelles assument du reste cette étiquette :

*« Le lobbying... Moi je suis pour une définition large, je suis d'accord avec la définition donnée par la Commission pour le Registre : 'tout ce qui est fait pour essayer d'influencer les décideurs politiques'. (...) Donc quand on dit qu'une ONG ne fait pas de lobbying, c'est pas vrai, je refuse ça ! Nous, si on a 30 personnes qui travaillent ici à Bruxelles [pour Friends of Earth Europe], à quelques pas du Parlement, c'est pas pour rien. On essaye d'influencer les décisions, et c'est normal. Donc on fait partie des acteurs du lobbying... même si c'est différent car on représente la société civile. Après, la question, c'est de savoir si l'accès est égal et transparent. Le problème aujourd'hui c'est que certains*

---

<sup>51</sup> Sur le triple registre que représente le recours au nombre, à la morale et à la science pour les groupes d'intérêt, voir M. Offerlé, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, 1998.

<sup>52</sup> ... pour reprendre les termes de S. Ollitrault (« Science et militantisme : la transformation d'un échange circulaire – le cas de l'écologie française », *Politix*, octobre-novembre 1996, n°36, p. 141-162).

<sup>53</sup> Voir entre autres J. Weisbein, « Le militant et l'expert : les associations civiques face au système politique européen », *Politique européenne*, n° 4, printemps 2001, p. 105-118, S. Saurugger. « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêt au processus décisionnel communautaire ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, n°4, 2002, p. 375-401, ou N. Berny, « Le lobbying des ONG internationales d'environnement à Bruxelles », *Revue Française de Science Politique*, vol. 58, 2008, p. 163-175...

*groupes ont un accès privilégié aux centres de décision, parce qu'ils sont plus forts, parce qu'ils ont les moyens. »<sup>54</sup>*

Mais cette posture ne fait pas l'unanimité, du moins parmi les associations françaises signataires de l'Appel :

*« Les associations qui sont adossées à des fédérations européennes ou internationales, comme Greenpeace, les Amis de la Terre, etc., elles travaillent à l'anglo-saxonne, elles font du lobbying. (...) Mais c'est dangereux, on fait le jeu des lobbies si on laisse entendre qu'il n'y a pas de différence. »<sup>55</sup>*

La controverse s'est cristallisée en 2009-2010, quand la majorité des membres du Comité de Pilotage d'ALTER-EU a décidé de s'inscrire dans le premier Registre créé par la Commission, mais que les représentants français ont refusé de les suivre pour éviter tout amalgame.

*« Eux ils ont décidé qu'ils devaient s'inscrire dans le registre européen pour montrer leur transparence. Mais nous on ne veut pas s'enregistrer parce qu'on estime qu'on ne fait pas du lobbying. Les gens d'ALTER-EU ont été... surpris ! Mais ça va, ils sont pragmatiques. On est toujours associés, sauf qu'on ne peut plus signer les lettres collectives. »<sup>56</sup>*

*« Les ONG anglo-saxonnes ont toujours fait du lobbying, rencontré les élus, etc, mais ici [en France] c'est différent. (...) C'a provoqué un gros clash au Comité de Pilotage, c'était vraiment un choc culturel, l'un ne comprenait pas l'autre. »<sup>57</sup>*

*« Les contacts des mouvements non gouvernementaux avec le pouvoir politique sont légitimes, on ne peut pas les interdire. (...) Après, c'est un problème de culture politique (...). En France, la notion d'intérêt public est très importante. Ce que les associations françaises disaient était légitime dans le contexte français... Mais pas ici [à Bruxelles], puisqu'on avait dit qu'on allait donner l'exemple (...). Donc ceux qui ne voulaient pas s'inscrire dans le Registre ne pouvaient plus être dans le Comité de Pilotage. On estime que ça marche mieux si on donne le bon exemple. »<sup>58</sup>*

Les membres du Collectif se retrouvent néanmoins pour reconnaître que cette forme d'action leur a permis d'enregistrer quelques résultats non négligeables. D'un point-de-vue substantiel, ALTER-EU peut effectivement se féliciter d'avoir obtenu un encadrement un peu plus strict des groupes d'experts de la Commission<sup>59</sup>, l'adoption d'un « Registre de Transparence » commun à la Commission et au Parlement (assorti d'un Code de conduite à respecter par les entités enregistrées)<sup>60</sup>, ainsi qu'une révision des Codes de conduite des Commissaires<sup>61</sup> et des Eurodéputés<sup>62</sup>... même s'il continue de pointer un certain nombre de

---

<sup>54</sup> Entretien, « campaigning » FoEE / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>55</sup> Entretien, représentant d'une association française, ancien membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU, Paris, août 2011.

<sup>56</sup> Entretien, représentant d'une association française, ancien membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU, Paris, août 2011.

<sup>57</sup> Entretien, représentant d'une association française, ancien membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU, Paris, octobre 2011.

<sup>58</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>59</sup> C(2010)7649 final, 10 novembre 2010.

<sup>60</sup> Accord entre le Parlement européen et la Commission européenne sur l'établissement d'un registre de transparence pour les organisations et les personnes agissant en qualité d'indépendants qui participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de l'Union européenne, 23 juin 2011 (JOUE L191/29 du 22.7.2011).

<sup>61</sup> C(2011)2904, 20 avril 2011.

<sup>62</sup> Décision du Parlement européen sur des modifications du règlement relatives à un code de conduite des députés au Parlement européen en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts, 1<sup>er</sup> décembre 2011 (2011/2174(REG)).

lacunes et de s'inquiéter de la façon dont ces nouvelles normes seront appliquées. Mais ALTER-EU a surtout réussi à exister, à imposer sa parole et sa définition du problème, à se faire reconnaître au sein du « microcosme bruxellois », voire à obtenir une relative visibilité médiatique, ce que ses représentants pointent eux-mêmes comme des acquis majeurs :

*« ALTER-EU has led the debate in Brussels and in Europe on the ETI [European Transparency Initiative] (...). It has : Represented the concerns and demands of its broad membership at key stages of the ETI consultation process ; Built a confident working relationship with key EU officials (...) ; Become a reliable point of reference for journalists covering the issue of lobby disclosure, including the Financial Times and the European Voice (...) »<sup>63</sup>*

*« Le premier résultat, c'est qu'ALTER-EU s'est fait connaître sur la place publique comme source d'expertise. Ils sont écoutés. Ils sont reconnus comme des experts incontestables. »<sup>64</sup>*

*« On a obtenu de petits résultats. Notre travail... Ça les oblige à bouger un peu. C'est un travail de fourmi, pas à pas, au sein des institutions. Mais notre couverture médiatique a augmenté. (...) Tous nos communiqués ne sont pas relayés, loin de là, mais comme on est 12 à 14 personnes qui écrivent, notre travail est souvent pris. Il y a eu un article sur nous récemment dans le Financial Times, et puis dans le Guardian. Et aussi dans la presse belge ! »<sup>65</sup>*

Toutefois, les membres du Collectif s'accordent également pour reconnaître que le répertoire d'action utilisé ne suffit pas pour sensibiliser le « grand public », alors qu'il s'agit pourtant de leur priorité :

*« Nous n'exigeons pas la transparence pour rendre le lobbying des grosses entreprises légitime. Nous exigeons la transparence pour que la société réalise l'importance de leur lobbying. Pour qu'elle réalise comment les décisions sont prises, et pour qu'elle exige des formes plus participatives de prise des décisions. »<sup>66</sup>*

*« Le but c'est d'informer les gens pour qu'ils comprennent, qu'ils sachent ce qui se passe (...) et après ils en tireront leurs conclusions. (...) Bon, on n'a pas l'illusion que les citoyens de tous les pays nous connaissent. Dans les cercles restreints, les gens sont intéressés. (...) On essaye de toucher le grand public, notre agenda commence à être un peu plus visible dans les mouvements sociaux... Mais il n'y a pas de miracle »<sup>67</sup>*

*« Le problème avec l'influence, c'est que ce n'est pas quelque chose qu'on voit, les gens ne connaissent pas. (...) Personne ne sait par exemple qui est Verheugen. Les gens ne voient pas qu'il y a des répercussions dans la vie de tous les jours. C'est compliqué à expliquer, à faire passer. C'est plus facile par exemple de mobiliser sur les OGM. »<sup>68</sup>*

Ces dernières remarques montrent assez bien les paradoxes de l'action menée par ALTER-EU : son objectif ultime est d'alerter « la société » pour qu'elle puisse porter le changement, mais la complexité de la thématique qu'il a prise en charge restreint la portée de son message ; le recours à l'expertise et la mobilisation des ressources de ses principaux représentants lui ont permis de s'adapter à la logique de l'UE et de pouvoir revendiquer avec succès la propriété du problème du lobbying industriel et financier, sans lui permettre de toucher des citoyens et des acteurs sociaux qui restent de toute façon très faiblement organisés à l'échelle européenne ; en prenant l'Union à la fois pour cible et pour arène, elle se heurte

---

<sup>63</sup> Site d'ALTER-EU, <http://www.alter-eu.org/about/campaign-strategy>, consulté le 4 mai 2012.

<sup>64</sup> Entretien, représentant d'une association française, ancien membre du Comité de Pilotage d'ALTER-EU, Paris, août 2011.

<sup>65</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>66</sup> Y. Vassalos, membre de l'équipe bruxelloise du CEO et chargé de la campagne d'ALTER-EU sur les groupes d'experts de la Commission, Conférence de presse donnée à l'occasion du lancement du réseau ETAL, Paris, 9 octobre 2008.

<sup>67</sup> Entretien, chercheur CEO / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

<sup>68</sup> Entretien, « campaigning » FoEE / ALTER-EU, Bruxelles, avril 2012.

finalement à toutes les contraintes qui limitent pour l'instant l'eupéanisation des mouvements protestataires<sup>69</sup>.

Cela dit, ces contraintes révèlent sans doute aussi les contradictions du système politique européen lui-même : parce qu'il a toujours cherché à entretenir sa légitimité en privilégiant le consensus, en occultant toute forme de clivage ou de conflit, il ne laisse que peu de place à l'expression en son sein des postures critiques ou alternatives, mais il contribue de ce fait à nourrir les oppositions « à » l'Europe...

---

<sup>69</sup> Comme le soulignent R. Balme et D. Chabanet, la « prépondérance très large, dans l'ensemble des actions protestataires [liées aux enjeux européens], de celles qui demeurent exclusivement nationales » s'expliquerait notamment par « le rôle prépondérant des Etats et des gouvernements nationaux dans le processus politique européen », « la complexité des institutions et de la décision européenne », « les difficultés d'organisation et de coordination entre des acteurs sociaux fortement segmentés » ou « le manque de structuration de l'opinion publique européenne interpellée par ces mobilisations » (« Introduction », in R. Balme, D. Chabanet et V. Wright, dir., *L'action collective en Europe*, Presses de Sciences Po, 2002, p. 50-51).

## ELEMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- Agrikoliansky Eric, Mayer Nonna et Filleule Olivier, *L'altermondialisme en France : La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, 2004, 370p.
- Agrikoliansky Eric, Cardon Dominique, Lévêque Sandrine et Sommier Isabelle, *Radiographie du mouvement altermondialiste : Le second Forum social européen*, La dispute, 2005, 318p.
- Agrikoliansky Eric, Filleule Olivier et Sommier Isabelle, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe : une perspective comparée*, Karthala, 2008, 293p.
- Agrikoliansky Eric, Filleule Olivier et Sommier Isabelle, dir., *Penser les mouvements sociaux – conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, 327p.
- Balme Richard, Chabanet Didier et Wright Vincent, *L'action collective en Europe*, Presses de Sciences Po, 2002, 542p.
- Clavert Frédéric, Hamman Philippe et Wassenberg Birte, dir., *Contre l'Europe ? Anti-européisme, Euroscepticisme et Alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours*, tome 1, F. Steiner Verlag, 2010, 496p.
- Coen David et Richardson Jeremy, *Lobbying the European Union : institutions, actors and issues*, Oxford University Press, 2009, 373p.
- Cohen Antonin, et Vauchez Antoine dir., *La Constitution européenne : élites, mobilisations, votes*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, 298p.
- Corporate Europe Observatory, *Europe Inc. – liaisons dangereuses entre institutions et milieux d'affaires européens*, Agone, 2000, 320p.
- Costa Olivier, Roger Antoine et Saurugger Sabine, dir., « Les remises en cause de l'intégration européenne », *Revue internationale de politique comparée* (numéro spécial), vol. 15, n°4, avril 2008, p. 531-685.
- Crespy Amandine et Petithomme Mathieu, dir., *L'Europe sous tensions – Appropriation et contestation de l'intégration européenne*, L'Harmattan, 2009, 341p.
- Della Porta Donatella, dir., *Another Europe : conceptions and practices of democracy in the European social forums*, Routledge, 2009, 270p.
- Fuchs Dieter, Magni-Berton Raul et Roger Antoine, dir., *Euroscepticism : images of Europe among mass publics and political elites*, Opladen, Farmington Hills, 2009, 299p.
- Gaxie Daniel, Hubé Nicolas, de Lassalle Marine et Rowell Jay, dir., *L'Europe des Européens. Enquête comparative sur les perceptions de l'Europe*, Paris, Economica, 2011, 295p.
- Greenwood Justin, *Interest representation in the European Union*, Palgrave Macmillan, 2007, 249p.
- Grossman Emiliano et Saurugger Sabine, dir., *Les groupes d'intérêt : action collective et stratégies de représentation*, A. Colin, 2006, 251p.
- Guieu Jean-Michel et Le Dréau Christophe, dir., « Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes. Une histoire des résistances à l'Europe (1919-1992) », *Cahiers IRICE* (numéro spécial), n°4, 2009, 166p.
- Harmsen Robert et Spiering Menno, dir., *Euroscepticism : Party politics, national identity and european integration*, Rodopi, 2005, 294p.
- Heine Sophie, *Une gauche contre l'Europe ? – Les critiques radicales et altermondialistes contre l'Union européenne en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2009, 190p.
- Hooghe Liesbet, dir., "What drives Euroscepticism?", *European Union Politics* (numéro spécial), vol.8, n°1, mars 2007, pp.5-150.
- Lacroix Justine et Coman Ramona, dir., *Les résistances à l'Europe : cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2007, 290p.
- Marks Gary et Steenbergen Marco, *European integration and political conflict*, Cambridge University Press, 2003, 280p.
- Michel Hélène et Robert Cécile, dir., *La fabrique des 'Européens' : processus de socialisation et construction européenne*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, 457p.
- Neumayer Laure, Roger Antoine et Zalewski Frédéric, dir., *L'Europe contestée : espaces et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*, M. Houdiard, 2008, 272p.
- Neveu, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, 127p.
- Taggart Paul et Szczerbiak Aleks dir., *Opposing Europe : the comparative party politics of Euroscepticism*, Oxford, Oxford University Press, 2 volumes, 2008, 403 et 285p.
- Wintrebert, Raphaël, *Attac, la politique autrement ? : enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante*, La Découverte, 2007, 310p.

## ANNEXE 1 : TEXTE DE L'APPEL D'ALTER-EU, 1<sup>er</sup> JUIN 2005

(source : <http://www.alter-eu.org/fr/documents/statements/2005/06/01/alter-eu-founding-statement>)



### ALTER-EU STATEMENT

#### Ending corporate privileges and secrecy around lobbying in the European Union

The undersigned organisations are deeply concerned about the growing influence of corporate lobby groups on European Union decision-making. Over 15,000 professional lobbyists now operate in Brussels, a large majority representing business interests. Yet, ethics and transparency rules around lobbying are virtually non-existent. Beyond the problem of business spending ever increasing amounts to influence the political process, the European Commission has developed a tradition of awarding privileged access to corporate interests. The enormous influence of corporate lobbyists undermines democracy and all too frequently results in postponing, weakening or blocking urgently needed progress in EU social, environmental and consumer protections. As the first steps in addressing these problems, the Commission should take determined action to improve transparency around lobbying and ensure that no business groups are given privileged access and influence on EU policy-making.

We welcome the ‘European Transparency Initiative’ (ETI), launched in March 2005 by European Commissioner Siim Kallas, in particular, the objective to address the current lack of mandatory regulation and reporting of lobbying activities. A mandatory system for lobbying disclosure is urgently needed and must be shaped in a way that optimally enables democratic scrutiny of inputs into EU policy-making.

The undersigned organisations demand the following:

**1. EU lobbying disclosure legislation**, which must include:

- A mandatory system of electronic registration and reporting for all lobbyists with a significant annual lobbying budget. The reports must be made available in a fully searchable, sortable and downloadable online database;
- Enforceable ethics rules for lobbyists (for instance prohibiting employment of officials or their relatives for lobbying purposes).

**2. An improved code of conduct for European Commission officials**, including:

- Recording of formal and informal meetings between Commission officials and lobbyists and logging of correspondence (to be made available in a fully searchable online database);
- An extended ‘cooling off’ period before Commissioners and senior officials can start working for lobby groups or lobbying advisory firms;
- The European Commission should encourage the other EU institutions, particularly the European Parliament and the European Council, to develop similar rules.

**3. The Commission must terminate cases of privileged access and undue influence granted to corporate lobbyists**, for instance:

- Joint taskforces in which corporate interests are represented while public interest NGOs are not (such as Cars 21 which consists of Commission officials, CEOs and lobbyists from the automobile industry, but no environmental NGOs);
- The privileged status accorded to business lobby groups like the European Services Forum and the Trans-Atlantic Business Dialogue.

These are minimum requirements if the ‘European Transparency Initiative’ is to achieve meaningful democratic progress. Vested interests are defending secrecy and privileged access by advocating “self-regulation”, voluntary codes of conduct and other pseudo-solutions that do nothing to increase democratic scrutiny of the role of lobbyists in EU policy-making. If the EU institutions would endorse such proposals instead of introducing mandatory disclosure and ethics rules, it would fundamentally undermine the ‘European Transparency Initiative’. We have formed the Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation (ALTER-EU) to prevent the failure of this important initiative.

## ANNEXE 2 : LISTE DES SIGNATAIRES DE L'APPEL D'ALTER-EU

(source : <http://www.alter-eu.org/fr/about/signatories>, dernière mise à jour 15/4/2012)

### Civil Society Organisations

- [11.11.11 - Coalition of the Flemish North-South Movement](#), Belgium
- [Access Info Europe](#), Spain
- [Association de Diététique et Nutrition Critiques \(ADNC\)](#), France
- [Action Aid International](#), Brussels-based
- [Action Consommation](#), France
- [Active - sobriety, friendship and peace](#), European-wide network
- [Adéquations](#), France
- [AerztInnen und Aertze fuer eine gesunde Umwelt](#), Austria
- [Africa Europe Faith and Justice Network](#), European-wide network
- [Afrika Europa Netwerk](#), The Netherlands
- [Afrika Kontakt](#), Denmark
- [Aktive Forbrugere](#), Denmark
- [AITEC](#), France
- [Alliance for Social and Ecological Consumer Organizations \(ASECO\)](#), European-wide network
- [Amazonia Asmblea de Solidaritat](#), Spain
- [Anticor](#), France
- [Arbeiterkammer Österreich](#), Austria
- [ASEED Europe](#), European-wide network
- [Asociación Pola Defensa da Ría \(APDR\)](#), Spain
- [Asociatia pentru Initiative Civice](#), Romania
- Association of Farmers, Malta
- [Associazione Consumatori Utenti \(ACU\)](#), Italy
- [atomstopp atomkraftfrei leben!](#), Austria
- [ATTAC Austria](#), Austria
- [ATTAC Denmark](#), Denmark
- [ATTAC EU-AG](#), Germany
- [ATTAC Finland](#), Finland
- [ATTAC France](#), France
- [ATTAC Germany](#), Germany
- [ATTAC Hungary](#), Hungary
- [Attac Netherlands](#), The Netherlands
- [ATTAC Poland](#), Poland
- [ATTAC Spain](#), Spain
- [ATTAC Sweden](#), Sweden
- [ATTAC Vlaanderen](#), Belgium
- [ATTAC-KonsumNetz](#), Germany
- [Baby Milk Action](#), United Kingdom
- [Both Ends](#), The Netherlands
- Breastfeeding Promotion and Protection Association of Latvia, Latvia
- BUDS (Foundation for Human and Nature Protection), Hungary
- [BUKO Pharma-Kampagne](#), Germany
- [Campagna per la Riforma della Banca mondiale \(CRBM\)](#), Italy
- [Campagne tegen Wapenhandel](#), The Netherlands
- [Campaign Against Arms Trade](#), United Kingdom
- [Campaign for Press and Broadcasting Freedom](#), United Kingdom
- [CEE Bankwatch Network](#), Eastern European-wide network
- [Center for Encounter and active Non-Violence](#), Austria
- [Centre for Environment](#), Bosnia and Herzegovina
- [Centre de Recerca i Informacio en Consum \(CRIC\)](#), Spain
- [Civil Society Contact Group](#), Brussels-based network
- [CLAT](#), The Netherlands

- [Clean Air Action Group](#), Hungary
- [CNCD](#), Belgium
- [Coalition against BAYER-dangers](#), Germany
- [COFACE](#), European-wide network
- [Combat Monsanto](#), European-wide network
- [Comhlámh](#), Ireland
- Comité andorran de Paneurope, Andorra
- Comité pour les droits humains "Daniel Gillard", Belgium
- [Consumer Institute for Medicines and Health \(KILEN\)](#), Sweden
- [Corner House](#), United Kingdom
- [Corporate Europe Observatory \(CEO\)](#), The Netherlands
- [Corporate Watch](#), United Kingdom
- [CRIIRAD](#), France
- [Digicare Foundation: Art for Social Change](#), The Netherlands
- [Dubnica Environmental Group](#), Slovakia
- [Ecologistas en Acción](#), Spain
- [Ecologistas en Acción de Jaén](#), Spain
- [EcoNexus](#), United Kingdom
- [Ecumenical Council for Corporate Responsibility \(ECCR\)](#), United Kingdom
- [EKPIZO - Consumers' Association "The Quality of Life"](#), Greece
- [Environmental Law Service](#), Czech Republic
- [EQUIVITA](#), Spain
- [EuroInvestors](#), Brussels-based
- [Euro Coop](#), Brussels-based
- [Euro Info Centre Network](#), European-wide network
- [European Aids Treatment Group \(EATG\)](#), European-wide network
- [European Centre of the International Council of Women](#), Finland
- [European Citizen Action Service \(ECAS\)](#), Brussels-based
- [European Coalition for Corporate Justice \(ECCJ\)](#), European-wide network
- [European Federation of Journalists \(EFJ\)](#), Brussels-based
- [European Federation of Public Services Unions \(EPSU\)](#), European-wide network
- [European Forum for Freedom in Education \(effe\)](#), European-wide network
- [European Network on Debt and Development \(Eurodad\)](#), European-wide network
- [European Public Health Alliance \(EPHA\)](#), European-wide network
- [Earth Open Source](#), United Kingdom
- [FAIR](#), Italy
- [FairFood](#), The Netherlands
- [FERN - the EU forest campaign](#), Brussels based
- [FinnWatch](#), Finland
- [Fondation France Liberté](#), France
- [Fondation Sciences Citoyennes](#), France
- [Food and Water Watch Europe](#), European-wide network
- [Food Ethics Council](#), United Kingdom
- [Formindep](#), France
- [Forum Voor Vredesactie](#), Belgium
- [Freedom of Information Project, Privacy International](#), United Kingdom
- [Friends of the Earth](#), Czech Republic
- [Friends of the Earth](#), Slovakia
- [Friends of the Earth](#), Flanders (Belgium)
- [Friends of the Earth Europe](#), European-wide network
- [German League for the Protection of Nature and Environment](#), Germany
- [Germanwatch](#), Germany
- [Global Policy Institute - Glopolis](#), Czech Republic
- [GAIA - Global Alliance for Immediate Alteration](#), Global network
- [GMwatch](#), United Kingdom
- [Greenpeace EU Unit](#), Brussels based
- [Grup de Defensa del Garraf-Ordal, de la Vall Baixa i Delta del Llobregat \(DEFGOL\)](#), Spain
- [Health Action International Europe](#), European-wide network
- [Health and Environment Alliance \(HEAL\)](#), European-wide network
- [Humane Earth Foundation](#), France

- [Hungarian Civil Liberties Union](#), Hungary
- [Hungarian Young Greens](#), Hungary
- [IBFAN Europe](#), Brussels based
- [IBFAN Italia](#), Italy
- [IGLA \(Informationsgruppe Lateinamerika\)](#), Austria
- [India Committee of the Netherlands](#), The Netherlands
- [InfOGM](#), France
- [International Society of Drug Bulletins \(ISDB\)](#), Germany
- [Initiativ Liewensufank](#), Luxemburg
- [International Electro-Magnetic Fields Alliance](#), International network
- [International Friends of Nature](#), Austria
- [International Secretariat of Africa-Europe Faith & Justice Network \(AEFJN\)](#), Global Network
- [Jubilee Debt Campaign](#), Great Britain
- [Kairos Europa](#), Germany
- [Kehys](#), Finland
- [KEPKA](#), Greece
- [KWIA vzw Support Group for Indigenous People](#), Belgium
- [La revue Prescrire](#), France
- [Les Amis de la Terre](#), France
- [LobbyControl](#), Germany
- [Manitese](#), Italy
- [Mehr Demokratie](#), Germany
- [Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures \(MDRGF\)](#), France
- [National Group on Homeworking](#), United Kingdom
- National Platform EU Research and Information Centre, Ireland
- [Nonviolent Peaceforce](#), Global Network (Brussels based)
- [Observatorio de la Deuda en la Globalizacion \(ODG\)](#), Spain
- [Oesterreichische Bergbauern und Bergbaeuerinnen Vereinigung / CPE](#), Austria
- [Paradigm Shift](#), The Netherlands
- [Paz con Dignidad](#), Spain
- [Pesticide Action Network](#), Germany
- [Pesticide Action Network UK](#), United Kingdom
- [Pesticides Action Network Europe \(PAN Europe\)](#), European-wide network
- Plataforma por la Defensa de los Servicios Publicos, Spain
- [Platform](#), United Kingdom
- [Platform Against Nuclear Dangers \(PLAGE\)](#), Austria
- [Platform for Consumers interests \(BeVaCo\)](#), The Netherlands
- Priatelja Zeme, Slovakia
- [Privacy International](#), Global Network
- Proj'art asbl, Belgium
- [Pro REGENWALD](#), Germany
- [Public Services International \(PSI\)](#), Global Network
- [Quaker Council for European Affairs](#), Global Network (Brussels based)
- [Quercus \(Associacao Nacional de Conservacao da Natureza\)](#), Portugal
- [Regards Citoyens](#), France
- [Respire](#), Belgium
- [Rete Lilliput](#), Italy
- Roba Dell Altro Mondo, Malta
- [Roba dell'Altro Mondo](#), Italy
- [Scottish Education and Action for Development \(SEAD\)](#), United Kingdom
- [Servas Belgium](#), Belgium
- [Servas International](#), Global Network
- [Sherpa](#), France
- Sisyfos, Sweden
- Social Audit Ltd, United Kingdom
- [SOMO](#), The Netherlands
- [SOSNA civic association](#), Slovakia
- [SPEAK](#), United Kingdom
- [SpinWatch](#), United Kingdom
- [Statewatch](#), United Kingdom

- [Surfrider Foundation Europe](#), European network, Brussels-based
- [Sveriges Konsumenter i Samverkan](#), Sweden
- [Taenketanken NyAgenda](#), Denmark
- [Tartu Students' Nature Protection Circle](#), Estonia
- Transnational Information Exchange, The Netherlands
- [Transnational Institute \(TNI\)](#), The Netherlands
- [Transnationale & Cie](#), France
- [Transparency International Deutschland](#), Germany
- [Urgewald](#), Germany
- [Védegylet \(Protect the future\)](#), Hungary
- [Velt vzw](#), Belgium
- [Vrede vzw](#), Belgium
- [War on Want](#), United Kingdom
- [WEMOS](#), The Netherlands
- [Wissenschaftsladen Wien](#), Austria
- [Women in Development Europe \(WIDE\)](#), European-wide network
- [Women in Europe for a Common Future](#), European-wide network
- [Women Working Worldwide \(WWW\)](#), United Kingdom
- [Women's Global Network for Reproductive Rights](#), Global Network
- [Women's International League for Peace and Freedom](#), Sweden
- [World Development Movement](#), United Kingdom
- [World Economy, Ecology & Development \(WEED\)](#), Germany
- [XminusY Solidarity Fund](#), The Netherlands
- [Za Matku Zem \(For Mother Earth\)](#), Slovakia

#### **Academic supporters**

- Arthur Mitzman, Emeritus Professor of History, University of Amsterdam, The Netherlands
- [ARTICLE 19](#), Global Campaign for Free Expression
- [Centre for Social and Environmental Accounting Research](#), University of St Andrews, Scotland
- David Miller, Professor of Sociology, University of Strathclyde, Glasgow, Scotland, United Kingdom
- [Dr David Cromwell](#), University of Southampton, United Kingdom
- Dr Justin Kenrick, Dept of Sociology, Anthropology and Applied Social Sciences, University of Glasgow, Scotland, United Kingdom
- [Dr. Wolfgang Blaas](#), Associate Professor of Economics, Vienna University of Technology, Austria
- [Euro Info Centre Network](#), European-wide network
- Eveline Lubbers, PhD student, University of Strathclyde, Glasgow, Scotland, United Kingdom
- Geert Reuten, Associate professor of political economy, University of Amsterdam, The Netherlands
- Granville Williams, Senior Lecturer in Media and Journalism, University of Huddersfield, United Kingdom
- Jan Aart Scholte, Professorial research fellow at the 'Centre for the Study of Globalisation and Regionalisation', University of Warwick, United Kingdom
- Les Levidow, Centre for Technology Strategy, Open University, Milton Keynes, United Kingdom
- Maximiliano Lorenzi, Lecturer in Politics of the European Union, Faculty of Engineering, University of Firenze, Italy
- Niall Meehan, Journalism & Media Faculty Head, Griffith College, Dublin, Ireland
- Otto Holman, Reader in International Relations, Department of Political Science, University of Amsterdam, the Netherlands
- Peter Grottian, Professor for Political Science, Free University Berlin, Germany
- Pleiades Associates, United States
- Prof. Armando Fernández Steinko, Departamento de Sociología, Facultad de CC. Políticas y Sociología, Universidad Complutense de Madrid, Spain
- Prof. Dr. Peter H. Mettler, University of Applied Sciences, Wiesbaden, Germany
- [Prof. James Curran](#), Goldsmiths College, University of London, United Kingdom
- Prof. Niels I. Meyer, Technical University of Denmark. Lyngby, Denmark
- Stephen Marriott, lecturer, Central College of Commerce, Glasgow, Scotland, United Kingdom
- Tilak Ginige, Lecturer in Law, UWIC Business School, Wales, United Kingdom
- William Dinan, Department of Geography, University of Strathclyde, Glasgow, Scotland, United Kingdom

#### **Law firms**

- Papandrea MauroLaw firm, Padova, Italy

#### **Consultancies**

- CODECO, European Affairs and Progressive Communication, Brussels
- [Conscience Consulting](#), Brussels
- [DIMICHELE&CO](#), Italy
- EurAFair Consult, Germany
- ID's - Information Diffusion Europe Associations, Brussels
- mAster Institute, Netherlands
- Michael Hindley and Associates, United Kingdom
- MortenCH Holdings Aps, Denmark
- Nils Roseman, Human Rights and Development Consultant
- Total Quality Change, The Netherlands
- [Westander Publicitet & Paaverkan](#), Sweden

#### **Signatories from outside the EU**

- [Center for Investigative Reporting](#), United States
- [Center for Media and Democracy](#), United States
- [Centre for Corporate Policy](#), United States
- Centro de Ecología y Desarrollo, Mexico
- [Consumer Action](#), United States
- [Edmonds Institute](#), United States
- [Friends of the Earth US](#), United States
- [Frontiers](#), Lebanon
- [International Gender and Trade Network \(IGTN\)](#), Brazil
- [Public Citizen](#), United States
- [Saniplan](#), United States